

L'actualité du Léninisme

Nous avons tenté, dans un précédent article (*Critique communiste* n° 6), de faire un bilan critique de la façon dont, après 1968, nous nous sommes réapproprié la théorie léniniste de l'organisation. Reste que nous n'exposons pas de façon positive les leçons à tirer de ce bilan critique ; ce qui est tenté ici. Non pas par un retour détaillé sur les écrits et la politique de Lénine ou par une analyse systématique des fondements de la théorie léniniste, il suffit, pour cela, de renvoyer aux nombreux écrits qui existent(1). Il s'agit simplement de revenir sur certaines questions non suffisamment développées dans le premier article. Le fil conducteur qui guide ces quelques pages est le suivant : nous avons eu trop tendance, dans l'après-Mai, à réduire la bataille pour le léninisme à un retour, par-delà le

(1) Pour le premier aspect, voir le Léninisme sous Lénine, M. Liebman (deux tomes, Seuil) et Weber, Marxisme et conscience de classe, 10/18. Pour le second aspect, voir les trois articles de Mandel in Construire le parti révolutionnaire (brochure éditée en 1972).

stalinisme, aux origines, voire à un modèle historique, sans actualiser ces acquis que nous retrouvions, sans les situer, dans l'ensemble de la politique léniniste et son bilan critique.

1. Trotsky et Rosa Luxembourg contre Lénine

Les premières conceptions de Lénine sur les questions d'organisation sont développées dans *Que faire* (1903) et les bilans qu'il tire de la scission entre bolcheviks et mencheviks (*Un pas en avant, deux pas en arrière*, mai 1904). Si l'élaboration de Lénine sur le parti est loin d'être achevée dans ces textes, s'y joue pourtant, au-delà des aspects marqués par la conjoncture ou d'affirmations théoriques erronées, une nouvelle approche de la place du parti. Lénine lui-même, d'ailleurs, ne croyait pas forcément innover. Plusieurs fois, il affirme appliquer, en Russie, les conceptions en cours dans la puissante social-démocratie allemande, alors phare du mouvement ouvrier international.

Passons rapidement sur les propositions organisationnelles concrètes développées dans *Que faire* : l'hyper-centralisme, la non-électivité des directions, etc. ; autant de choses liées aux conditions de clandestinité. Les mencheviks, qui criaient tant aux méthodes dictatoriales, ne pratiquaient pas d'ailleurs autrement. Dès 1905, quand les conditions d'activité politique changèrent, Lénine insista fortement sur le principe d'électivité à tous les niveaux et sur une autonomie plus large donnée aux organisations locales.

L'essentiel, dans *Que faire*, est de situer la place du parti par rapport aux exigences de la lutte politique. Cela ne va pas, on le sait, sans erreur ; en particulier sur la spontanéité ouvrière ! Le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme, et le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. Lénine rectifiera plus tard lui-même. Mais, dans les critiques de *Que faire*, on a souvent jeté le bébé avec l'eau sale ; témoin, la citation souvent brandie que l'on présente comme la racine des conceptions « élitaires » de Lénine : « *La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur.* » Déjà, les justifications du goulag, dira-t-on ; pas si on lit l'en-

semble : « *De l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de toutes les classes et couches de la population avec l'État et le gouvernement, le domaine des rapports de toutes les classes entre elles (2).* »

L'actualité de cette définition de la lutte politique révolutionnaire est, au contraire, encore plus grande à présent, au moment où la société bourgeoise est traversée par « une crise sociale globale » et où la conscience communiste (Lénine aurait dit social-démocrate) ne peut venir du seul tête-à-tête entre le patron et l'ouvrier mais d'une reprise en charge par la classe ouvrière de l'ensemble des luttes contre le système.

Donc, premier élément clé de la bataille de Lénine : la place de la lutte politique, d'un « plan stratégique central » capable de transformer les luttes éclatées, locales, parcellaires en lutte politique contre l'État bourgeois. Et, du même coup, la définition du parti en fonction de ces tâches de centralisation politique ; nous y reviendrons.

Le second élément se trouve ailleurs, dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*, au travers du bilan que fait Lénine du congrès qui a vu s'affronter bolcheviks et mencheviks. On connaît les données du débat sur le paragraphe des statuts : doit-on considérer comme membre à part entière du parti toute personne qui, à un niveau ou à un autre, milite avec lui (nous dirions un sympathisant) ? ou plus strictement ceux qui sont

(2) *Il faut distinguer ces affirmations des analyses sur les liens entre le développement du mouvement ouvrier et l'apparition de la théorie marxiste. C'est là un autre niveau ; Lénine affirme que « la doctrine socialiste... est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants cultivés des classes possédantes, par les intellectuels », qu'elle n'est pas le produit spontané de la classe ouvrière. Il y a là, à la fois un élément de vérité et une problématique quelque peu mécaniste. Un élément de vérité car le marxisme suppose, en effet, l'appropriation critique des connaissances produites par la société bourgeoise, suppose une activité théorique pour laquelle les intellectuels sont mieux placés que les ouvriers. Une problématique mécaniste, car cette élaboration théorique ne se fait pas en dehors des luttes, des pratiques de la classe ouvrière et des intellectuels révolutionnaires que produisent ces luttes (qu'ils soient d'origine petite-bourgeoise ou ouvrière). Car, quelle que soit l'autonomie du travail théorique, il y a un lien dialectique entre la production de la théorie critique marxiste et la critique en acte, politique, du prolétariat.*

organisés dans le parti (position de Lénine) ? Derrière cette question, un débat de fond qui n'a pas encore fini de diviser le mouvement ouvrier : la nécessité d'une nette délimitation des frontières du parti et du reste de la classe. « *Etant donné les différents degrés de conscience et d'activité, il importe d'établir une différence dans les degrés de rapprochement vis-à-vis du parti... Ce serait du « suivisme » que de penser que sous le capitalisme presque toute la classe ou la classe tout entière sera un jour en état de s'élever au point d'acquérir le degré de conscience et d'activité de son détachement d'avant-garde, de parti social-démocrate.* » Si « *le parti est l'interprète conscient d'un processus inconscient* », alors « *chaque gréviste (ne peut) s'intituler membre du parti...* ». Pour pouvoir être un interprète conscient, le parti doit savoir établir des rapports d'organisation assurant un certain niveau de conscience et élevant systématiquement ce niveau.

Le Manifeste communiste avait défini de façon générale la place des communistes : « *Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.* » Lénine, face aux échéances de son époque — l'actualité de la révolution — définit concrètement les conditions d'organisation des communistes, la place du parti par rapport à l'ensemble de la classe.

Rosa Luxembourg et le jeune Trotsky, dans leur polémique contre Lénine, sont passés à côté de ce qui se jouait dans ce débat. Non qu'ils n'aient pas mis le doigt sur des problèmes réels — l'insistance sur l'auto-activité des masses — mais ils se sont contentés en fait, sur le fond, de répéter ce que, déjà, *le Manifeste communiste* avait expliqué. Bien sûr, les situations de Rosa et de Trotsky étaient différentes. Rosa, confrontée à l'inertie et au conservatisme de la social-démocratie allemande, insistait sur la capacité d'initiative des masses par rapport aux appareils, produisant d'ailleurs des analyses plus pertinentes que celles de Lénine sur les pesanteurs conservatrices des appareils des organisations du prolétariat. Trotsky se contentait surtout d'opposer à Lénine l'auto-activité du prolétariat, le développement linéaire progressif de sa conscience de classe. Pour lui, parti et classe se confondent dans un même mouve-

ment de constitution, parti et classe sont fusionnés dans le même processus historique au travers duquel, peu à peu, le prolétariat croît en force et en puissance.

Les analyses parfois brillantes qu'il développe, les critiques justes de « l'esprit des comitards » n'enlève rien à l'affaire. On a présenté parfois la formule de *Nos tâches politiques* comme une intuition géniale : « *Dans la politique intérieure du parti, ces méthodes (léninistes) conduisent l'organisation du parti à se substituer au parti, le comité central à l'organisation du parti et finalement le dictateur à se substituer au comité central.* » Sauf qu'elle passait à côté de l'enjeu concret des débats à l'époque, de « l'innovation » de Lénine sur la place du parti. Et que, tout simplement, le stalinisme n'était pas déjà en germe dans l'organisation que Lénine et les bolcheviks construisaient à cette époque !

Le point de vue de Lénine était certes encore partiel, voire certaines affirmations erronées, mais l'angle d'attaque radicalement nouveau : « *Lénine fut le premier — et pendant longtemps, le seul — leader et théoricien du mouvement ouvrier à s'attaquer au problème central du point de vue théorique et décisif du point de vue pratique : à savoir sous l'angle de l'organisation* » (Lukacs). Et si Trotsky fut beaucoup mieux préparé que beaucoup de bolcheviks à la place qu'allaient occuper les soviets dans la Révolution de 1905, Lénine se rendit compte très vite de leur rôle et approfondit ainsi sa conception du rapport entre masse et parti tout en critiquant les réactions conservatrices qui avaient eu lieu dans ses rangs face aux premiers soviets.

Mais revenons sur le fil à plomb qui guide *Que faire*, les questions de centralisations politiques.

2. La centralisation

« *Le plan stratégique central que Lénine expose dans Que faire est celui d'une agitation de parti qui intègre et regroupe les mouvements de protestation ou de résistance élémentaires, spontanés, épars, « purement » locaux ou sectoriels. L'accent de la centralisation est porté sur le seul plan politique, non sur le plan organisationnel. La centralisation formelle n'a pour but que de permettre la réalisation de ce plan stratégique... On doit considérer encore un autre aspect si l'on*

veut saisir complètement la signification du plan stratégique léniniste. Toute conception axée sur la révolution doit inévitablement se préoccuper d'un affrontement direct avec l'appareil de répression étatique, ainsi que de la prise de pouvoir politique. Mais, dès qu'une telle problématique est intégrée dans la conception d'ensemble, on se trouve à nouveau orienté en faveur de la centralisation (4). »

La centralisation prend donc racine dans une **double exigence**. La nécessité de centraliser l'agitation du parti et d'impulser la centralisation politique des luttes locales éclatées. Deuxièmement, la nécessité de préparer l'affrontement avec l'Etat bourgeois.

Cette centralisation politique des luttes du prolétariat est le produit direct des conditions de lutte du prolétariat dans le système capitaliste. Pour la bourgeoisie montante, la prise de pouvoir politique était le prolongement, l'aboutissement « quasi naturel » d'une prise de pouvoir économique, « culturel » effectuée au sein même de l'ancienne société. « Les partis » bourgeois avaient plutôt l'allure de clubs décentralisés. Le prolétariat ne peut, lui, prendre durablement des pouvoirs partiels, son processus d'auto-émancipation est étroitement subordonné à la prise de pouvoir politique central.

Cette double exigence de centralisation permet, par exemple, de comprendre la différence dans les formes de centralisation entre un parti national et une internationale. La tâche d'une internationale est surtout une tâche d'unification des actions pour faire prévaloir les intérêts du mouvement dans son ensemble sur les particularités nationales. Pareille unification ne relève pas des mêmes impératifs de centralisation que la lutte pour le pouvoir du prolétariat contre un Etat bourgeois précis. Les tâches d'une internationale et d'un parti national sont différentes, les formes de centralisation aussi ; ce que n'ont pas toujours compris les bolcheviks lors de la création de la III^e Internationale.

La théorie de l'organisation léniniste est donc étroitement liée à une conception stratégique générale de la révolution prolétarienne.

La meilleure preuve en est que la remise en cause de cette double exigence de centralisation débouche sur des révisions

(4) Mandel : Construire le parti révolutionnaire.

stratégiques plus générales. Ainsi, à n'insister que sur la seconde exigence (affrontement avec l'Etat bourgeois), on glisse vers une conception « substitutiste » du parti pensant la lutte pour le pouvoir hors du processus d'auto-activité des masses (cela se lie en général à une conception hyper-centraliste de l'organisation).

Par contre, en ne mettant en avant que la première exigence, on ouvre la voie à toutes les illusions gradualistes sur la prise du pouvoir : l'auto-organisation des masses, le développement de leur mobilisation ne sont pas articulés à l'affrontement inévitable avec le pouvoir.

Reste qu'il faut différencier le type de centralisation nécessaire aux organisations de masse et au parti. Les organisations de masse de la classe ouvrière sont le produit du mouvement — traversé de flux et de reflux — du prolétariat pour se constituer en tant que classe face à la bourgeoisie ; elles doivent traduire, dans leurs formes de centralisation, ce mouvement, son hétérogénéité, ces différents niveaux de conscience. Un Etat socialiste, une confédération syndicale sont des associations de collectivités de base (syndicat, soviet) qui ont des rapports « contractuels » dans le cadre de l'élaboration d'un plan central, d'une orientation de lutte générale. La condition pour que ces collectivités de base ne s'opposent pas de façon destructive à l'orientation centrale, c'est que cette orientation soit élaborée par tous ceux qui sont censés l'appliquer et que ceux qui ne sont pas d'accord puissent présenter, en toute liberté, un plan alternatif.

Bref, la centralisation de ces structures de masse se fait sous le mode du **fédéralisme**, alors que celle du parti relève du **centralisme démocratique**. C'est-à-dire, liberté de discussion, mais unité dans l'action pour l'application de l'orientation majoritaire et rôle décisive des instances centrales (congrès, direction) par rapport aux instances de base ou de secteur. Alors que, dans la conception fédéraliste, c'est la collectivité de base qui s'associe à d'autres, mais reste l'instance décisive finale.

C'est que le parti ne prétend pas représenter l'ensemble de la classe en mouvement, mais se veut un instrument pour l'application d'un « plan stratégique général », regroupant les gens sur la base d'un programme précis.

3. Parti et classe

En 1903, Lénine ne parlait que d'articuler autour du parti les différents niveaux de conscience sans définir le lien propre d'auto-émancipation du prolétariat, les soviets — qui d'ailleurs n'apparaîtront qu'en 1905. D'un certain point de vue, il est très marqué par le « modèle » de la social-démocratie allemande ; pour cette dernière, la classe ouvrière n'existait qu'au travers de ses organisations qui l'organisaient et la représentaient. En particulier, le parti de masse social-démocrate, traversé par plusieurs courants, était le représentant politique du prolétariat (5). On a parfois l'impression, dans *Que faire* », que l'in-

(5) Il faut souligner les conditions historiques qui ont vu se développer ce type d'organisation du prolétariat : la période d'avant 1914, période encore ascendante du capitalisme où, tout à la fois, le mouvement ouvrier se construisait massivement sur la base du marxisme et se développait le réformisme sur la base de la séparation du programme minimum (les réformes) et du programme maximum (la perspective lointaine du socialisme). De là, le fait que le mouvement ouvrier était synonyme de mouvement social-démocrate au sein duquel coexistaient plusieurs courants politiques (réformistes, centristes, marxistes-révolutionnaires...). La période ouverte par la Première Guerre mondiale est celle de « l'actualité de la révolution », du « capitalisme pourrissant ». Face à ces échéances politiques, à la question du pouvoir, la classe ouvrière produit ses propres organes de pouvoir (les conseils), et les courants politiques qui, auparavant, coexistaient au sein d'une même organisation, se scindent en autant de partis politiques (réformistes, centristes, communistes). L'erreur, rectifiée, des premiers congrès de l'IC fut d'avoir quelque peu projeté cette scission des courants politiques sur l'ensemble des organisations de masse de la classe : il y avait des pressions objectives à cela (voir articles in Critique communiste n° 6). Les formulations de *Que faire* sont donc aussi fortement marquées par la structuration du mouvement ouvrier de la période d'avant 1914. C'est que, Lénine commençait à penser la place du parti et des formes d'organisation du prolétariat en fonction de la prise du pouvoir avant que le processus historique en ait mis à jour toutes les données. L'expérience de la Révolution russe et du combat révolutionnaire du prolétariat européen dans les années 20 sera, de fait, la première expérience historique qui fera apparaître dans la réalité sociale l'ensemble des éléments de stratégie de la révolution prolétarienne. Il n'est pas étonnant que ce soit à ce moment que l'élaboration léniniste trouve son plein épanouissement. Pour des marxistes, l'élaboration théorique ne se fait pas indépendamment de l'expérience sociale : Marx a pu traiter en détail de la dictature du prolétariat après l'existence de la Commune.

tervention politique du prolétariat sur la scène publique n'est pensée que par l'intermédiaire de son parti. C'est d'ailleurs sur ce seul sujet que les critiques de Trotsky à Lénine — même si, sur le fond, elles escamotent le vrai problème alors en discussion, définir la place du parti — renvoient à une question réelle à laquelle il n'apporte d'ailleurs pas de réponse. Aussi simple que cela puisse paraître au premier abord, il est nécessaire de bien comprendre que la seule façon pour nous d'avoir une influence sur la vie politique, c'est d'agir par le prolétariat et non en son nom ; que nous ne devons donc pas — nous — « aller à toutes les classes de la population », mais que — s'il faut employer une formule lapidaire — le prolétariat lui-même doit aller dans toute les classes de la population » (*Nos tâches politiques*).

En 1906 et 1907, pour les masses russes et les travailleurs du monde entier, l'ambiguïté n'existe pas : les bolcheviks apparaissent comme le parti des soviets, lieu enfin trouvé d'autoreprésentation, d'auto-émancipation du prolétariat. Pourtant, dans *la Maladie infantile*, à côté du rappel des « principes fondamentaux du communisme » (pouvoir des soviets et dictature du prolétariat), Lénine affirme : « *La dictature de classe se réalise sous la direction du parti* ». Et Zinoviev, qui, lui, a toujours tordu la bâton dans ce sens, déclare clairement en 1920 : « *Tout ouvrier conscient doit comprendre que la dictature de la classe ouvrière ne peut être réalisée que par son avant-garde, c'est-à-dire le parti communiste.* »

Il ne s'agit pas d'oublier ici bien sûr les conditions concrètes de la Russie des années 20, après la guerre civile. Mais de souligner l'ambiguïté de certaines formulations qui ouvraient la porte à une lecture possible de la place du parti par rapport au prolétariat. Il faut toutefois être clair : Liebman montre bien que quelles que soient les mesures prises, Lénine n'élabora pas « une théorie du pouvoir politique affirmant la nécessité du parti prolétarien unique ».

Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de rompre avec une interprétation de certains textes définissant le parti révolutionnaire comme le représentant politique du prolétariat. Interprétation d'autant plus possible que l'on sent parfois, dans les premiers congrès de l'IC, une démarche affleurer : avant 1914, cette social-démocratie étant passée du côté de l'ordre bourgeois, les partis communistes sont en train de devenir à

leur tour, le parti du prolétariat, son représentant politique. Il y a là une extension un peu rapide de l'expérience russe (passage rapide de la révolte à la révolution, de révolutions immédiates à la conscience révolutionnaire) et sous-estimation des processus complexes de formation de la conscience de classe avec tous ses niveaux intermédiaires et toutes ses fluctuations. Lénine et Trotsky rectifieront eux-mêmes cette vision au travers de la mise en avant de la tactique de front unique.

Plus : la problématique soviétique colportée au travers du monde par les bolcheviks rompait radicalement avec le « modèle » de « représentation politique » du prolétariat instauré par la social-démocratie allemande d'avant 1914 ; mode de représentation qui reproduisait d'ailleurs la coupure qu'introduit la bourgeoisie entre « le politique », le « social », l'« économique » comme autant de sphères de la réalité sociale séparées les unes des autres. La pratique et la politique des communistes des années 20, c'est, au contraire, la bataille pour, au travers des conseils ouvriers, la constitution du prolétariat en classe face à la bourgeoisie, la prise en charge par les masses, au travers de leur auto-organisation, de l'ensemble de leurs pratiques sociales. Et non la reproduction de la séparation de ce qui est de l'ordre du parti — la politique — d'avec le reste.

Le parti révolutionnaire ne se prétend pas le seul représentant politique du prolétariat. En temps « normal », plusieurs partis ouvriers existent, les débats politiques traversent aussi les syndicats : tout cela traduisant des niveaux de conscience différents dans la classe ouvrière. En période de crise, les communistes se battent pour que les masses soient politiquement représentées par leurs propres organes soviétiques. Ayant, de par son programme, le point de vue des intérêts historiques du prolétariat, le parti révolutionnaire est son instrument pour sa constitution en tant que classe face à la bourgeoisie, pour son auto-émancipation.

Il ne vise donc pas à se subordonner organisationnellement les différentes organisations de masse (depuis le syndicat au soviet) au travers desquelles, la classe se structure. La position de principe, au contraire, est la bataille pour que se retrouvent dans ces organisations, qui sont — à des niveaux différents — l'expression du mouvement d'ensemble des travailleurs en train de se constituer en classe, l'ensemble des courants politiques du mouvement ouvrier ; l'existence de la démocratie ouvrière

étant la garantie que chaque courant puisse s'y battre pour la victoire de ses idées. Nous avons vu que le mode d'organisation fédéraliste des organisations de masse permettait cette unité dans le respect des différents niveaux de conscience.

4. Les capacités d'auto-émancipation du prolétariat

Cette dialectique parti/classe, faite de tension, a d'autant plus de chance de se figer — dans le sens d'un substitutisme du parti par rapport à l'auto-activité des masses — que les bases objectives permettant l'auto-émancipation du prolétariat sont plus faibles. Certaines formulations ambiguës ou erronées des bolcheviks, l'écart que l'on peut trouver entre le léninisme de *l'Etat et la Révolution* et des déclarations faites dans le feu de la lutte politique (« *Le parti... domine et doit dominer l'énorme machine de l'Etat* ») ne proviennent pas simplement des difficultés à maîtriser théoriquement les rapports parti/masse ; il traduit directement les limites objectives que rencontrait alors l'auto-activité des masses.

Lénine avait lui-même rectifié les affirmations de *Que faire* sur l'horizon étroit, ne dépassant pas le niveau économique, de la spontanéité ouvrière. En 1905, il avait même écrit que « spontanément », elle était social-démocrate, ajoutant, par ailleurs, qu'il n'y avait pas de spontanéité « pure » et que les capacités d'initiative des masses étaient aussi le produit de l'agitation faite par les sociaux-démocrates. Pour autant, il n'est pas suffisant de rétablir la place de la spontanéité des masses, il faut voir ce qui, dans la situation actuelle, permet un déploiement de l'auto-activité du prolétariat bien plus important que dans la Russie d'octobre.

Tout d'abord, son développement massif : il est la force sociale non seulement stratégiquement décisive, mais numériquement largement majoritaire dans les pays du 3^e âge du capitalisme. Plus, son niveau de qualification générale, son niveau culturel se sont largement développés, produits du développement des forces productives par le capital. Deuxièmement, les caractéristiques de la période ouverte par 1917 — celle de la « crise du capitalisme » et de « l'actualité de la révolution » —

n'ont fait que s'accroître. Non pas que, dans cette période, il ne puisse y avoir des conjonctures — plus ou moins longues — de stabilisation relative sur la base des échecs de la révolution prolétarienne : ainsi, après la Seconde Guerre mondiale. Mais, lorsque la crise éclate, on s'aperçoit que s'exprime directement non seulement telle ou telle contradiction, mais la crise du mode de production capitaliste dans son ensemble. Les conséquences en sont directes sur les aspirations ou les revendications des masses : elles dépassent de plus en plus les simples revendications « quantitatives » pour remettre en cause l'ensemble du système. « *Le centre de gravité de la lutte de classe se déplace des problèmes de répartition du revenu national vers les problèmes d'organisation du travail et de la production, c'est-à-dire vers les problèmes des rapports de production capitalistes (6)* » : là s'enracine l'actualité du contrôle ouvrier et les aspirations à la démocratie ouvrière, à l'autogestion.

Bien sûr, ces tendances générales qui renforcent les capacités nouvelles d'auto-émancipation du prolétariat ne s'expriment pas à tout moment dans la réalité quotidienne du capitalisme. Plus, on peut dire que si les conditions objectives d'auto-émancipation des masses russes étaient plus faibles, ses explosions furent à la fois plus brutales et plus « radicales », ne colportant pas toutes les illusions produites par des années de domination réformiste dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

C'est que, en temps « normal », le prolétariat du capitalisme du troisième âge est aussi traversé par des contre-tendances qui freinent ses possibilités d'auto-activité : encadrement par les réformistes et illusions démocratiques, élévation du niveau culturel, mais aussi processus d'atomisation important au moyen des mass media, du renforcement de la structuration de sa vie quotidienne par le capitalisme, etc. (*L'Homme unidimensionnel* de Marcuse), renforcement important de son poids social et numérique mais aussi multiplication de ses différenciations sociales internes. Il faut donc se garder de toute interprétation mécanique laissant croire que « la conscience de classe vraie et susceptible de conduire à la prise du pouvoir

(6) Mandel. *Introduction à l'anthologie sur le contrôle ouvrier*. Première édition, p. 20.

peut naître d'elle-même au sein du prolétariat, progressivement, sans heurts ni régressions, comme s'il pouvait idéologiquement se pénétrer peu à peu de sa vocation révolutionnaire selon une ligne de classe » (Lukacs).

6 Pour autant, cette situation n'offre pas seulement des conditions radicalement différentes de la Russie de 1917 pour construire le socialisme. Mais dans une situation révolutionnaire ou prérévolutionnaire, ce sont ces tendances générales qui commenceront à se concrétiser, portant à un niveau très haut l'auto-activité des masses au travers de la multiplication d'expériences de contrôle ou de gestion directe. De ce point de vue-là, *« la stratégie qui combine (parce que c'est ça le léninisme) l'Etat et la révolution, les documents des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste et la partie valable de la Maladie infantile, cette stratégie est beaucoup plus d'application dans les pays industriellement avancés d'Europe qu'elle ne l'a jamais été en Russie. Vraisemblablement, cette stratégie qui n'a pas été appliquée entièrement, et même pas dans une très grande mesure en Russie, le sera pour la première fois dans l'histoire en Europe occidentale aujourd'hui (7) ».*

L'insistance sur ces capacités nouvelles d'auto-émancipation du prolétariat n'escamote pas la place du parti révolutionnaire. Pour deux raisons essentielles :

— Quel que soit le niveau de conscience auquel peuvent arriver « spontanément » les éléments avancés du prolétariat, pèsera toujours le poids des expériences limitées, des visions parcellaires. Une vision claire de l'ensemble du processus historique, aux niveaux national et international, exige l'existence d'un parti et d'une internationale capables de dépasser les points de vue fragmentaires et de fusionner l'existence pratique de ces éléments avancés avec l'analyse théorique de la réalité sociale pour élaborer une stratégie politique, « un plan d'ensemble ».

(7) Interview d'Ernest Mandel : « Sur quelques problèmes de la stratégie révolutionnaire en Europe occidentale » in Critique communiste numéro spécial. Sa lecture est indispensable si l'on veut comprendre à la fois la « valeur universelle » de l'expérience des bolcheviks et les conditions nouvelles de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés.

— Quel que soit le niveau d'auto-activité et d'auto-organisation auquel peut arriver le prolétariat, l'expérience historique montre (le Portugal et l'Italie le confirment) que, s'il peut « spontanément » développer pour les besoins de sa propre lutte des éléments de « pouvoir ouvrier », voire commencer à les centraliser, il ne peut, sans l'intervention d'un parti révolutionnaire, les ériger en véritable pouvoir alternatif brisant l'Etat bourgeois pour le remplacer par le pouvoir des conseils.

Lutter contre toute pratique substitutiste du parti, insister sur les conditions nouvelles de la révolution prolétarienne par rapport à la révolution russe ne doit pas non plus nous faire tomber dans une conception « préléningiste » du rôle du parti (celle que défendait par exemple le jeune Trotsky) qui se contenterait d'être un simple lieu de « diffusion d'idées justes », un simple instrument de propagande et d'agitation au sein du mouvement de la classe. Si « *l'on considère qu'une auto-éducation révolutionnaire spontanée des masses prolétariennes (par des actions de masse et leurs leçons) soutenue par une agitation, une propagande, etc., théoriquement juste du parti, suffit pour garantir l'évolution nécessaire, on n'a pas dépassé d'une manière ou d'une autre le point de vue de l'idéologie de la spontanéité, de l'entrée progressive et automatique du prolétariat dans sa vocation révolutionnaire* » (Lukacs).

Le parti est dépendant dans ses activités des rapports de force entre classes, des processus de développement de la conscience de classe du prolétariat, il ne peut s'y substituer. Mais il est aussi un sujet actif, s'il ne peut à lui seul transformer les rapports de force, il peut, par sa capacité d'initiatives, accélérer leur transformation, voire les faire basculer. L'exemple classique est la question de l'insurrection ; et, de ce point de vue, l'expérience des bolcheviks reste exemplaire. Les masses russes y étaient prêtes, et les bolcheviks ne se sont pas substitués à la volonté du prolétariat. Reste qu'ils ont pris l'initiative : le parti léniniste est aussi un parti de combat.

5. Révolution culturelle, révolution politique (8)

Nous avons pris l'habitude de polémiquer contre tous ceux qui, au nom de la « critique culturelle » oublieraient les spécifi-

cités de la révolution prolétarienne — la place centrale de la prise du pouvoir politique — pour développer un réformisme finalement peu nouveau : changer les « mentalités » avant la prise de pouvoir, prendre pour exemple la Révolution française où la « Révolution culturelle » du Siècle des lumières avait précédé la prise de la Bastille. Et il nous faudra continuer à le faire : au nom de la « Révolution culturelle », les dirigeants du *Manifesto* sont en train de développer un réformisme de gauche le plus plat.

Pourtant, l'apparition de cette préoccupation à un niveau de masse n'est pas le simple produit des fantasmes d'une petite bourgeoisie qui, en Mai 68, aurait pris son pied et serait incapable de se lier patiemment au combat du prolétariat. Les bolcheviks ne se sont trouvés confrontés à la question de la transformation du mode de vie qu'après la prise du pouvoir ; et encore, dans des conditions sociales marquées par une arriération culturelle formidable des masses, qui creusait une coupure difficilement surmontable entre les aspirations de l'intelligentsia et d'une fraction de la jeunesse et la masse des ouvriers et surtout des paysans russes. Dans les années 30, le mouvement surréaliste, dans sa volonté de casser le mode de vie bourgeois, a échoué non seulement à cause du stalinisme, mais aussi parce que, du point de vue des masses, cette question n'était pas à l'ordre du jour.

Les choses ont changé : la crise du mode de production capitaliste, c'est aussi **la crise du mode de vie**. Au sens où Marx et Engels emploient ce terme dans *l'Idéologie allemande* : « *Il ne faut pas considérer (un) mode de production de ce seul point de vue, à savoir qu'il est la reproduction physique des individus. Il représente au contraire déjà un mode déterminé de manifester leur vie, un mode vie déterminé...* ». Depuis la famille en passant par l'école et la remise en cause de l'enfermement de la folie, « *ce sont l'ensemble des cadres de socialisation de la bourgeoisie qui commencent à craquer ; l'ensemble de « l'ilotage institutionnel » « au travers leque la bourgeoisie avait quadrillé la société, morcelé l'individu, rentre en crise »*. Alors que dans un période antérieure — en gros, jusqu'aux années 40, pour un pays comme la

(8) Cette partie demanderait un développement beaucoup plus long, j'y reviendrais dans un prochain article.

France —, l'ensemble des moyens d'existence — au sens le plus large possible — provient surtout du secteur de la petite production marchande, c'est aujourd'hui essentiellement du secteur dominé par le capital que proviennent ces moyens d'existence. Désormais, le capitalisme achève d'étendre le mode de production au mode de reproduction (notamment reproduction élargie de la force de travail) de la société dans son ensemble. Ce phénomène, pressenti par Marx, est d'une portée considérable ; c'est un processus contradictoire, car il implique la remise en cause du fonctionnement d'institutions héritées de mode de production antérieur ; cette évolution crée un espace nouveau, de nouvelles brèches dans lesquelles peuvent s'engouffrer les aspirations de certaines couches de travailleurs ou de couches sociales particulières directement impliquées dans le procès de reproduction de la force de travail (jeunesse scolarisée, femmes, enseignants...) ». (9).

L'horizon des luttes actuelles au sein du système, ce n'est donc pas seulement « une meilleure justice sociale », mais aussi « un nouveau mode de vie » : la libération des femmes, la remise en cause de la division du travail, des formes de soins que donnent la médecine capitaliste, de la séparation totale entre temps de travail et temps de loisir... Quand nous avançons comme une des premières mesures du pouvoir socialiste l'instauration de la demi-journée de travail, c'est aussi parce que c'est un moyen de commencer à reconstruire un nouveau mode de vie et que cette exigence sera à l'ordre du jour massivement. Ce n'est finalement que l'expression du pourrissement du capitalisme et de l'actualité de plus en plus forte du socialisme.

« *Alors que l'objectif essentiel des luttes des travailleurs à l'époque du capitalisme du XIX^e siècle, était l'écart entre ce qui est et ce qui était, il est aujourd'hui entre ce qui est et ce qui serait possible.* » (10). Il faut se garder de toute interprétation idéaliste de cette citation : c'est simplement l'expression de nouveaux besoins nés au sein de la société capitaliste : certains croyaient que les révolutions se faisaient uniquement sur la base de la misère et que, celle-ci ayant quasiment disparue dans les pays capitalistes avancés, le projet

(9) Deléage in *La nature : un paradigme introuvable* (Critique communiste n° 7). Voir aussi A. Granou : *Capitalisme et mode de vie* (Cerf).

(10) Mandel : *le Troisième Age*, p. 428.

révolutionnaire avait perdu tout fondement objectif. C'est une vision quelque peu a-historique : la révolution prolétarienne plonge ses racines dans les contradictions du mode de production capitaliste. Dans l'écart entre les besoins qu'il fait naître et l'impossibilité qu'il a de les satisfaire ; la notion de besoin est une notion historique. Ce qui se passe, c'est l'écart de plus en plus grandissant qui apparaît entre les possibilités qu'offre le développement des forces productives et la réalité du système. On ne fait pas des barricades uniquement parce que l'on n'a rien à manger.

Il serait cependant totalement erroné de croire que c'est la question de la crise du « mode de vie » qui à présent structure — ou va structurer — les luttes de la classe ouvrière. Simplement, elle fait apparaître de nouvelles exigences que les communistes doivent intégrer dans leur programme et le prolétariat prendre en charge dans ses luttes quotidiennes. Encore faut-il préciser : cette crise du mode de vie touche de façon très inégale l'ensemble des couches du prolétariat. Elle est surtout prégnante dans certaines couches intellectuelles ou couches supérieures du prolétariat qui, par leur place objective (par exemple ceux qui travaillent au sein des institutions), leur « niveau culturel » et des conditions de vie (relativement) supérieures aux autres couches, sont sensibles à ces terrains de radicalisation qui, certes, commencent à pénétrer la masse de la classe ouvrière (au travers de la question des femmes, de la crise de l'école, etc.) sans pour autant être l'horizon immédiat de leurs luttes.

Et les formes d'apparition de ces nouveaux besoins issus de la crise du mode de vie sont souvent marquées par cette origine. D'autant qu'ils se heurtent à l'hégémonie réformiste toujours présente dans la classe ouvrière et à la difficulté de « faire la jonction » avec leur lutte quotidienne. D'autant que, paradoxalement, au moment où, face à une telle situation de « crise sociale globale », le prolétariat devrait être capable d'incarner physiquement, concrètement un autre projet de société par son auto-activité au sein du système capitaliste, une tendance contraire apparaît : « Avec la récupération par la production et la circulation marchandes capitalistes des besoins du prolétariat, c'est une reprivatisation profonde de la sphère des loisirs de la classe ouvrière qui se produit. Elle représente une rupture brutale avec la tendance à l'élargissement de la sphère

des activités collectives ou solidaires, c'est-à-dire de l'auto-activité du prolétariat à l'époque du capitalisme de la libre concurrence et de l'impérialisme classique. » (Mandel)

D'où, dans des périodes de crise social prolongée comme celle qui s'annonce dans les pays capitalistes d'Europe, un éclatement important des formes de radicalisation, un certain parallélisme entre les luttes sur ce terrain et les mobilisations du gros de la classe ouvrière. D'où une tendance à la « marginalité » qui se développe dans des fractions de ces couches radicalisées qui, ne trouvant pas dans les luttes actuelles du prolétariat des réponses à leurs aspirations, tentent d'ores et déjà de « vivre autrement », de transformer certains rapports et pratiques ; tendance d'autant plus forte que ces couches disposent d'une certaine « disponibilité sociale » leur permettant de « telles expériences ».

On aurait tort toutefois de traiter ces questions à la légère, d'en faire l'expression des impasses d'une petite-bourgeoisie sans perspectives ou de les renvoyer aux calendes grecques, aux lendemains qui chantent, en nous contentant de les inscrire dans notre programme.

Lier ces luttes à celles de l'ensemble de la classe ouvrière, c'est faire que le mouvement de libération des femmes soit capable de prendre en compte les formes propres de prise de conscience de la masse des travailleuses et non de projeter les formes propres de radicalisation qui ont marqué son origine. C'est savoir articuler les luttes pour le droit à la santé, à l'éducation qui reste une des préoccupations essentielles des travailleurs avec la remise en cause des formes qu'a donné le capitalisme à la médecine, à l'éducation. C'est en fait éviter deux écueils, celui qui, sous prétexte de prendre en compte ce qui demeure les besoins de la masse des travailleurs, s'en tient à des exigences « quantitatives » rejetant toute critique radicale des institutions bourgeoises qui sont sensées répondre à ces besoins ; ou celui qui s'enferme dans une critique radicale de l'institution (par exemple, le projet de destruction de l'école) sans dépasser son propre horizon social et sans tenir compte de la situation de la masse de la classe ouvrière (question du droit à l'éducation).

De la critique et de la transformation du mode de vie, il en va comme de la démocratie ouvrière dans le système capitaliste ; liées au développement des luttes, à l'auto-activité des masses, des expériences de démocratie ouvrière peuvent être

développées. De même, au travers de mobilisations, des expériences de « rapports nouveaux » peuvent se faire (Lip), au travers de mouvements comme le mouvement femmes, des relations nouvelles peuvent se construire, au travers de pratiques en rupture dans les institutions (loisirs, santé, école), des relations nouvelles à la santé, à l'éducation, aux loisirs peuvent s'établir. Mais le poids du système reste toujours présent : de même que la démocratie ouvrière ne pourra réellement s'épanouir et se perfectionner qu'après la destruction de l'Etat bourgeois, de même les critiques et transformations du mode de vie ne pourront prendre tout leur sens et s'épanouir — sans toujours retomber dans les mêmes ornières — qu'au travers de la construction du socialisme et en s'appuyant sur les besoins de la masse des travailleurs.

Reste l'organisation révolutionnaire et le militant ; ce dont traitent les articles qui suivent. Une organisation n'est pas un phalanstère qui cherche à codifier des normes de vie nouvelle ; mais la politique révolutionnaire n'est pas non plus, à l'image de la politique bourgeoise, une technique qui manipule les gens et les choses. Elle est transformation des conditions objectives et subjectives, auto-transformation des individus par la pratique révolutionnaire. D'un militant on est simplement en droit d'exiger qu'il ait une conduite conforme à ses idées ; ce qui a plus de conséquences qu'on ne croit. Surtout quand, par exemple, le terrain de la lutte politique s'élargit, quand l'interruption du mouvement femmes remet en cause ce qui pouvait subsister dans sa vie de reproduction des normes bourgeoises : par exemple, la séparation entre « vie privée » et « vie publique » (ou activité politique).

Une organisation, même révolutionnaire, ne peut sauter par dessus toutes les aliénations que fait peser la société bourgeoise, elle peut simplement lutter consciemment contre. Qu'elle soit capable d'intégrer les exigences nouvelles produites par le développement du capitalisme et de sa crise, la critique du mode de vie devient un enjeu important. « La crise » du militantisme que connaît l'extrême gauche en France relève aussi de cette question. De même que la crise des organisations d'extrême gauche en Italie est aussi — et pas seulement — le produit de cet éclatement de la radicalisation qui a fait irruption directement au dernier congrès de Lotta continua au travers, par exemple, des affrontements entre « femmes » et « ouvriers ».